

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Abonnements :

1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 304
LE NUMERO : 2,50 F
20 FB - 1 FS
10 au 23 janv. 1980

Afghanistan, campagnes bellicistes, crise, offensive anti-ouvrière

Un seul phare dans la tourmente : la révolution communiste mondiale

L'intervention militaire russe en Afghanistan, qui soulève une formidable campagne de bourrage de crâne belliciste dans le camp bourgeois adverse, n'est en elle-même qu'un acte de piraterie de plus dans l'interminable

Le capital russe et le réformisme néostalinien puisent pour se justifier dans l'arsenal idéologique de l'ONU, comme vient de le faire le PCF quand il évoque deux « principes » : « celui de la non-intervention dans les affaires intérieures d'un Etat (article 7 de la charte des Nations unies) et celui du droit naturel à la légitime défense, individuelle et collective (article 51) » !

Le défaut, si l'on peut dire, de tels « principes », c'est qu'ils sont invariablement invoqués des deux côtés. Pour les flibustiers grand-russes, l'Etat afghan serait la cible d'une intervention extérieure pakistano-saoudo-américaine : il aurait simplement appelé à l'aide pour cette raison son dévoué voisin, dont l'intervention armée n'aurait donc absolument rien à voir avec une « ingérence », encore moins bien entendu avec une agression, mais uniquement avec la « légitime défense collective ».

Naturellement, les repréailles américaines contre la Russie et le renforcement du dispositif militaire US au Moyen-

Orient ainsi que la violente campagne anti-russe en Europe sont justifiés par les mêmes « principes » de « souveraineté », de « non-ingérence » et de « légitime défense », ces mêmes « règles du droit international » dont se sont parées aussi bien les interventions barbares de l'impérialisme français à Nouadhibou, à N'Djamena, à Bangui ou à Kolwezi que l'agression bestiale de l'impérialisme américain au Vietnam.

En fait le « droit international » est tout aussi creux et prostitué que les autres domaines du droit bourgeois. Ce dernier n'a jamais pu édicter la moindre « règle générale » sans prévoir en même temps la règle opposée : à côté du sacro-saint principe de la « liberté », il y a le non moins sacré principe de la « défense de la propriété et de l'ordre public ». Et à côté du moderne « droit de grève », le législateur n'a pas oublié d'ajouter la fameuse « liberté du travail ». C'est bien l'aveu que la société bourgeoise repose non pas sur l'harmonie, mais sur l'antagonisme, non pas sur la paix entre les peuples ou

entre les classes, mais sur la guerre. C'est l'aveu que la vie réelle n'est pas régie par des principes abstraits, tour à tour invoqués les uns contre les autres, mais par des rapports de forces dont ces principes ne sont que la couverture idéologique et la dérisoire justification.

DANS CE NUMERO

- Réunion générale du parti : l'évolution des syndicats en Allemagne (1)
- Lettre d'Espagne : bilan de la démocratisation des syndicats
- Notes politiques : « Rouge », Maoïstes
- La grève de... la grève?

A la différence de l'intervention en Hongrie de 1956 ou en Tchécoslovaquie

(suite page 2)

L'impérialisme russe en Afghanistan

L'intervention en Afghanistan de l'armée russe — que certains appellent encore « rouge », les uns par anticommunisme, les autres par aveuglement ou stupidité — suscite une série d'interrogations. Quelles sont les raisons pour lesquelles Moscou s'est lancé dans cette action ?

Il y a d'abord la tendance historique de l'empire russe à s'étendre vers le sud afin d'atteindre les « mers chaudes ». Cette politique qui fut tout naturellement celle des tsars a été poursuivie par le stalinisme, cet héritier de la défense de l'intérêt national grand russe, après sa victoire sur la révolution prolétarienne. Tout comme l'empire tsariste, la superpuissance russe d'aujourd'hui a besoin d'accéder aux voies maritimes ailleurs que par le détroit des Dardanelles — qui exige le contrôle des deux rives — ou par la Baltique et la mer du Japon, prises par les glaces une bonne partie de l'année. Contrecarrée au siècle dernier par l'impérialisme britannique, cette poussée des Russes vers l'Océan Indien se heurte aujourd'hui à l'impérialisme occidental tout entier, américain, mais aussi britannique, français et même à la Chine... En effet l'Océan Indien est devenu une zone vitale pour l'approvisionnement des impérialismes occidentaux et pour le Japon, parce que c'est là que passe la veine jugulaire qui relie, à travers le détroit d'Ormuz, les champs pétrolifères d'Arabie Saoudite, d'Irak, d'Iran et des Emirats à la monstrueuse machine économique des pays capitalistes avancés.

En s'installant en Afghanistan, la Russie se rapproche de cette zone. Elle n'a pas encore d'accès direct à la mer d'Oman, mais s'approche déjà du détroit d'Ormuz. La menace pour les Occidentaux est d'autant plus évidente que les Russes sont déjà à Aden et en Ethiopie et qu'ils contrôlent ainsi

(suite page 4)

Combativité ouvrière en Grande-Bretagne

Dans le climat social actuel en Grande-Bretagne se manifestent à la fois l'influence paralysante de la collaboration de classes pratiquée par les syndicats, et leur incapacité à anéantir totalement, dans une situation de crise économique, les réactions ouvrières.

Dans le monde entier, les journaux bourgeois ont donné le mois dernier un large écho au référendum de la British Leyland : 100.000 des 152.000 ouvriers concernés, acceptaient le plan de restructuration proposé par la direction pour « sauver l'entreprise » : triomphe de la démocratie, amenant les ouvriers à s'offrir d'eux-mêmes au licenciement ! Les syndicats n'avaient mené aucune campagne véritable contre le référendum, et les shop stewards, ces délégués d'atelier souvent présentés comme une alternative de gauche par rapport aux syndicats, s'étaient révélés tout aussi incapables de préparer une riposte. « Nous sommes les grands vaincus de l'affaire », déclarait un de ces délégués dans une interview à Libération du 5 novembre 79. Malgré cela, quelques jours plus tard, ces mêmes travailleurs qui, isolés chacun devant leur bulletin de vote, n'avaient pu que ratifier l'attaque patronale, engageaient une lutte dure et désavouée par les syndicats, dès que la direction, encouragée par ce résultat, eut commencé à faire le ménage comme elle l'avait annoncé, en licenciant un délégué d'atelier.

Dans la sidérurgie, la crise européenne frappe à son tour la Grande-Bretagne : 50.000 licenciements sont prévus. Les dirigeants syndicaux ont sans doute senti la pression monter : ils ont engagé une grève durable, qui rencontre un succès bien supérieur à ce

(suite page 4)

Lettre d'Espagne (2)

Bilan de la démocratisation syndicale

(La première partie de cet article a paru dans le n° 300 du Prolétaire)

Par suite de la crise économique, les années 1975-76 ont été le théâtre d'un grand mouvement de grèves, déjà commencé en 73-74. Cette situation, déclarait Ribera Roveira, président de la Chambre de Commerce de Catalogne « a provoqué parmi de nombreux chefs d'entreprise une brusque prise de conscience de ce que les choses ne pouvaient pas continuer ainsi. Avec le système politique d'Europe Occidentale nous n'aurions pas autant de grèves que celles qui se sont produites dans notre pays » (Cambio 16 du 7-6-76). Areilza, alors ministre du gouvernement Arias Navarro, déclarait que « la liberté syndicale a été considérée par tous les groupes politiques comme nécessaire pour arriver au pacte social, [c'est-à-dire] à une modération volontaire dans le rythme d'augmentation du salaire [condition indispensable] pour sortir de la crise économique » (La Vanguardia du 30-6-76).

Il faut dire que, jusqu'alors, seul le syndicat fasciste restait en place, grâce aux Commissions Ouvrières et à l'USO dont les militants formaient les « liaisons syndicales », c'est-à-dire le lien entre les ouvriers des usines et tout l'échafaudage syndical du franquisme. Et tous souhaitaient une démocratisation du syndicat vertical, qui leur aurait permis de s'emparer de ses installations et de ses rouages et d'assurer la « transition » syndicale avec un minimum de frictions sociales.

De même que l'opposition politique dans la Convergence Démocratique, l'opposition syndicale (CO-UGT-USO) s'est unie pour donner une « alternative responsable ». La situation syndicale était délicate et Cambio 16 du 11-10-76 pouvait écrire : « Il n'y a pas de

doute que la légalisation des centrales syndicales avant l'automne [époque du renouvellement de contrats collectifs qui concernaient 2 millions de travailleurs] aurait pu représenter indirectement un facteur de stabilisation ». La Vanguardia ajoutait « L'habitude de poser et de résoudre tous les problèmes en assemblées a produit un désordre et une dégradation des relations de travail [...]. Tout le monde [sic] désire aujourd'hui que la liberté syndicale et la responsabilité d'organisations capables de prévoir et de traiter des accords se frayent un chemin dans cette Espagne qui se trouve dans une conjoncture économique défavorable ». Finalement, la réforme syndicale a dû passer par la dissolution du syndicat vertical, du fait de la profonde répulsion ressentie envers lui par le prolétariat.

Les centrales sabotèrent les luttes ouvrières de façon ouverte et cynique, et une liste de ces actions serait interminable. Le ministre des relations syndicales, de la Mata, rendait hommage à cette action infâme, quand il indiquait la nécessité de compter « sur des centrales syndicales représentatives et capables d'exercer une discipline interne parmi les ouvriers, conseillant aux patrons d'avoir confiance dans les syndicats récemment légalisés », et estimant que « les Commissions Ouvrières se comporteront avec la même modération et le même sens des responsabilités que le PCE » (Le Monde du 15-5-77).

Mais une organisation syndicale solide, capable de lier étroitement les mains de la classe ouvrière ne se crée pas en un jour. En 1975-77, les centrales étaient encore en voie de construction et d'extension. Pour trouver des « interlocuteurs valables » au niveau de

l'usine, la bourgeoisie essaya d'institutionnaliser les assemblées de travailleurs, en promulguant par loi l'élection de comités d'entreprise ayant une capacité de négociation et responsables devant la loi de l'application de la législation du travail. Il s'agissait-là d'appliquer les règles fascistes de la négociation et de l'arbitrage de l'Etat, en les adaptant à la nouvelle réalité démocratique. Les confédérations jaunes participèrent à l'établissement définitif de la loi, cherchant l'appui de l'Etat pour s'affirmer contre le mouvement spontané des travailleurs. La loi des relations du travail, adoptée en mars 77, se situe dans la plus parfaite continuité avec le corporatisme franquiste.

Cette politique des syndicats démocratiques atteignit son apogée avec le « Pacte de la Moncloa » d'octobre 77, qui donna son appui total à la politique de limitation des augmentations salariales et, objectivement, à la liberté de licenciement des travailleurs. Camacho, dirigeant des Commissions Ouvrières, déclarait au Figaro du 25-4-78 « Notre [!] économie est ruinée. Ce n'est pas un an qu'il faudra pour la reconstruire, mais au moins six ou sept » justifiant ainsi son appui à la politique du « consensus » ; et il ajoutait : « En 1976 nous avons perdu [!] 110 millions de journées de travail. L'année dernière seulement 19 millions. Cette année nous en perdrons encore moins »...

L'utilité de ce syndicalisme, mille fois plus efficace que le syndicat fasciste comme pompier social, a été reconnue par la bourgeoisie internationale : tandis que les crédits attribués aux Commissions Ouvrières sont accor-

(suite page 2)

Tous les bourgeois sont d'accord : que les prolétaires se serrent la ceinture !

• **FRANCE** • Selon les bourgeois, la croissance de l'économie en 1979 a déjoué les pronostics pessimistes. Le taux de croissance a dépassé les prévisions. Les ventes « made in France » dans le monde se sont accrues de 25 % pour les dix premiers mois de l'année (du jamais vu !), permettant à la France de devancer le Japon et de devenir le 3^e exportateur mondial.

Comme ceci n'a été possible que grâce au sabotage des luttes par les réformistes, il n'y a qu'à continuer : jusqu'ici l'austérité est restée « douce », constatent les experts, elle « risque » désormais d'être « rude », surtout avec la récession généralisée prévue par l'OCDE pour 1980.

• **NICARAGUA** • Comment ramener le taux d'inflation de 60 % à 20 % ? Par de « strictes mesures d'austérité ». Comment relancer les investissements ? Naturellement en imposant de nouveaux sacrifices aux masses exploitées. Ces investissements devraient permettre la création de 90.000 emplois, promet le ministre de la planification, mais il ajoute lui-même que 40 % de la population restera au chômage. La fameuse aide alimentaire n'a nullement rempli les estomacs des prolétaires et des semi-prolétaires des villes et des campagnes. Mais il faut quand même qu'ils se serrent encore la ceinture...

• **PAYS DE L'EST** • Nulle part les « objectifs du plan » ne sont atteints. Les taux de croissance « prévus » pour 1980 tendent partout vers des taux à l'occidentale, c'est-à-dire inférieurs à 5 % — et ce ne sont que des prévisions !

Les experts socialistes ont néanmoins trouvé des paradés. La première : importer moins et exporter davantage : vraiment, le « socialisme » moscovite a de ces trouvailles ! La seconde : réduire la progression des salaires. Décidément, ce « socialisme » est un modèle !

• **MONDE** • Selon les Echos du 4 janvier, il y a une solution à la crise de l'or : « la véritable solution serait celle du courage politique : dire la vérité sur nos erreurs passées, proposer au vote des citoyens les remèdes, douloureux dans l'immédiat car ils supposent une amputation du pouvoir d'achat et non pas son maintien, mais efficaces rapidement, car ils arrêteraient la montée des périls et permettraient à tous les pays de se ressaisir ». On s'en serait douté...

Un seul phare dans la tourmente...

(suite de la page 1)

de 1968, les petits-fils de Staline n'ont cependant plus recours aujourd'hui au mensonge de la « défense du socialisme », ou de la « dictature du prolétariat », mais n'ont pas peur d'invoquer une soi-disant « solidarité avec les peuples en lutte contre la réaction, pour le progrès démocratique et social ». Si le caractère « arriéré » de l'Afghanistan devait justifier la prise en main de l'administration et de la police par les troupes d'un pays « plus avancé », on serait là purement et simplement en présence de la théorie du **colonialisme de toujours**, celle-là même avec laquelle, au nom des « droits de l'homme », l'impérialisme français fait régner l'ordre à Bangui.

Quant à l'ONU, ce temple dédié à l'adoration des phantasmes juridiques bourgeois, qu'elle soit le théâtre de l'entente entre les superpuissances sur le dos des autres nations, ou qu'elle soit celui de leurs disputes, elle reste bien ce que disait déjà Lénine de sa première mouture, la Société des Nations, « une caverne de brigands impérialistes ».

★

Il n'est cependant pas suffisant de dénoncer la piraterie impérialiste pour la combattre efficacement. La démocratie petite-bourgeoise peut bien s'indigner en effet du brigandage — surtout quand il s'agit de celui des autres impérialismes —, mais elle le considère comme le résultat d'une politique possible, parmi d'autres. Pour le marxisme, au contraire, le capitalisme est nécessairement militariste, impérialiste et brigand.

Si l'on veut parler dans les termes juridico-moralisateurs du libéralisme bourgeois, l'« ingérence » et le « viol de la souveraineté » des autres Etats sont les conséquences logiques, inévitables, de la « légitime défense » de la « souveraineté nationale » à l'heure de l'impérialisme. L'agression est la condition d'existence normale des grands Etats — et de plus en plus des petits eux-mêmes —, à l'époque de l'internationalisation extrême de toute la vie sociale et, sur cette base gigantesque, des énormes concentrations industrielles et financières concurrentes, de l'interpé-

nétration poussée jusqu'à la symbiose du capital financier et des machines d'Etat ennemies, Etats dont les appétits restent inassouvis dans un monde devenu depuis longtemps trop petit.

La seule solution qui subsiste d'un point de vue bourgeois est que chacun ajuste sa zone d'influence économique à sa puissance militaire, ce qui n'est possible que par le déchaînement des canons et des missiles. La seule solution d'un point de vue prolétarien demeure d'en finir avec les rapports capitalistes d'appropriation privée, les limites d'entreprise et les frontières des Etats nationaux, le capital et le salariat, pour compléter le caractère internationalement unifié de l'économie mondiale par une organisation sociale elle aussi unitaire et internationale. Pour ce but grandiose l'usage des canons sera fécond et donc historiquement légitime, si tant est que le cours de l'histoire ait besoin de justification.

Et quelle est la force capable de se faire l'accoucheuse de la société nouvelle, qui bannira à jamais la faim, la misère et la guerre ? C'est la classe ouvrière, la seule classe dont le capitalisme grossit les rangs, qu'il concentre et pousse à l'unification internationale et à la lutte permanente contre la société bourgeoise, alors qu'il oppose en rivalités d'entreprises ou de nations toujours plus graves toutes les autres classes, dont le suprême effort d'unité réside dans l'union contre-révolutionnaire pour la défense de leurs privilèges contre la menace prolétarienne.

★

Aussi le danger ne vient pas pour la bourgeoisie de la guerre en elle-même, qu'aucun sang-froid de « grands personnages », ces marionnettes des intérêts capitalistes, n'est à même d'éviter. C'est la lutte de classe, la menace de la reprise révolutionnaire de classe, que les conséquences de la crise, l'austérité, la dégradation continue des conditions de vie, les souffrances provoquées par la guerre peuvent réveiller.

Ainsi, dès que la marche à la guerre est amorcée — et elle l'est indéniablement depuis que le cycle d'accumulation du second après-guerre s'est terminé —, la bourgeoisie utilise tous les événements

pour la préparation idéologique de la guerre, même si un conflit généralisé paraît encore éloigné. C'est bien ce que nous voyons aujourd'hui avec les événements d'Afghanistan. Il faut bien trouver un bouc-émissaire. Au moment où, après Caracas, le prix du pétrole et des matières premières poursuit sa course folle, où l'inflation accélérée avale littéralement à l'Est comme à l'Ouest le pouvoir d'achat des masses ouvrières sans suffire à rétablir des taux de profit inexorablement laminés par les lois mêmes du capital, où le prix de l'or et des métaux précieux est happé dans une spirale infinie ; à l'heure où la confiance dans le crédit, et avec lui le système monétaire international, vacille, en menaçant d'effondrement économique la planète entière, quoi de plus commode qu'invoquer la faute du concurrent, plutôt que de montrer du doigt le capitalisme lui-même ?

Dès lors le danger de guerre doit être agité pour inviter la classe ouvrière à davantage de sacrifices. Si elle les refusait, elle serait responsable de la faiblesse de « son » Etat, de la rupture de l'équilibre des forces et donc du déchaînement éventuel des millions de tonnes d'explosifs accumulés pendant trente ans sur nos têtes. Les conséquences catastrophiques du capitalisme lui-même servent donc, dans un premier temps où la classe ouvrière n'a pas encore retrouvé confiance en elle-même et en ses propres forces, à la terroriser pour mieux la plier aux exigences bestiales de la conservation sociale. Même le pape s'en mêle, le saint homme, en parlant de l'Apocalypse...

La seule manière d'ouvrir une autre voie est pourtant de refuser tous les appels aux sacrifices, toute incitation à la défense de l'entreprise, de l'économie nationale et de la patrie, toute union nationale. Il n'y a qu'une issue, celle de la révolution communiste et de sa préparation dès aujourd'hui : celle de l'extension et du renforcement de son organe, le parti révolutionnaire international, celle de l'organisation et de l'unification internationales de la classe ouvrière mondiale autour du parti, celle de son « organisation systématique » à partir de ses réactions à l'offensive capitaliste et à la marche vers la guerre.

Bilan de la démocratisation en Espagne

(suite de la page 1)

dés avec la garantie de la Banque d'Espagne, l'UGT est financée par la banque des syndicats allemands.

Ce processus d'intégration du syndicalisme dans les mailles de la politique de l'Etat a culminé cette année. D'une part, les centrales syndicales qui n'avaient pas signé explicitement le pacte de la Moncloa (elles étaient alors en pleine consolidation et engagées dans les élections pour les comités d'entreprise) ont voulu signer son renouvellement ; c'est le gouvernement qui n'a pas voulu, de crainte de ternir leur prestige aux yeux des masses ouvrières. Mais le pacte social existe bel et bien, ainsi que les négociations formelles et informelles pour régler le marché du travail. D'autre part, les Commissions Ouvrières et la COPME (syndicat patronal) ont signé un accord qui garantit l'augmentation de la productivité du travail. Dernièrement, l'UGT et la CEOE (confédération des grands patrons) ont signé un autre accord où elles se proposent d'« éviter les tensions et les affrontements superflus » (à bas les grèves !), de « renforcer la puissance des organes de communication, de conciliation, de médiation et d'arbitrage volontaires et de poursuivre une politique de non-violence aussi bien sur les personnes que sur les biens » (à bas les piquets !), d'« assouplir les normes qui réglementent l'emploi » (vive le chômage !), d'« éviter les infractions et abus » à la Sécurité sociale (à bas l'absentéisme et les maladies abusifs !) et autres objectifs du même genre.

Parallèlement, les syndicats s'occupent d'établir des plans de restructuration industrielle. Comble du cynisme, en Andalousie, rongée par le chômage, les Commissions Ouvrières et l'UGT, « comprenant que l'avenir de la campagne passe nécessairement par la mécanisation, l'augmentation des rendements et la diminution des coûts », ont souscrit à un plan quinquennal patronal pour la mécanisation de la culture du coton (5 Dias du 29-6-79).

Devant les soubresauts prolétariens qui leur échappent, les centrales se sont mobilisées en plein accord avec les patrons et les organes de répression, comme on l'a vu par

exemple aux abattoirs de Madrid. Le « syndicalisme démocratique » n'hésite pas un instant à s'allier avec la bourgeoisie pour étouffer les embryons de lutte classiste. Au point que l'organe patronal *Nueva empresa* en est arrivé à taxer la politique « syndicale » des Commission Ouvrières de *syndicalisme patronal*.

C'est l'absence d'une opposition politique de classe qui a permis aux directions jaunes non seulement de freiner, mais même de désarticuler la vague revendicative, qui a commencé il y a presque 5 ans. Comme nous le verrons dans le 3^e article de cette série, l'« extrême gauche » officielle a joué là un rôle qui n'est pas uniquement celui du sursaut vis-à-vis des directions de collaboration de classe, mais aussi du compromis avec elles. Cette situation a conduit à un recul de la vague revendicative (qui n'exclut pas de brusques sursauts spontanés), et aussi à un durcissement de conflits plus ou moins localisés, qui s'affrontent ouvertement aux directions syndicales officielles.

★

La situation espagnole, comme celle qui s'annonce dans un pays comme le Brésil, par exemple, présente des caractéristiques différentes du syndicalisme « à l'européenne ».

Ici, la bourgeoisie ne peut compter sur une longue période d'expansion économique comme celle qui a permis aux démocraties bourgeoises de constituer un réseau syndical de collaboration de classe profondément enraciné dans les masses, profitant des miettes consenties par les classes dominantes pour créer non seulement un puissant réseau syndical, mais aussi des réflexes et des habitudes paralysantes au sein de la classe ouvrière, d'autant plus catastrophiques quand la crise impose de se placer de façon décidée sur le terrain de l'action directe. En Espagne, la bourgeoisie a essayé de créer ces syndicats-là et d'inculquer ces traditions de collaborationnisme dans une période de crise économique, précisément quand elle a très peu de choses à offrir en échange du reniement de la lutte de classe.

Les syndicats jaunés essayent de se consolider contre un mouvement spontané de lar-

ges masses travailleuses, qui ne sont pas habituées au légalisme, au collaborationnisme, au pacifisme. Il en résulte une absence de liaison forte entre le mouvement ouvrier spontané et les appareils syndicaux. Ces derniers, héritiers de toute la fonction de conseillers juridiques du syndicat fasciste, n'apparaissent devant les ouvriers que comme les intermédiaires entre les travailleurs en lutte et les patrons. Le faible taux de syndicalisation (ou plutôt le taux élevé de désyndicalisation), et celui encore plus faible des adhérents qui payent leurs cotisations, sont suffisamment révélateurs de la réaction actuelle des masses ouvrières.

★

La démocratisation espagnole confirme donc que la démocratie n'est pas « le meilleur terrain » pour la lutte de classes, mais le meilleur terrain pour la paralyser. Elle offre un autre enseignement de premier ordre, à savoir que le fait de renouer, ne disons pas encore avec le mouvement révolutionnaire de classe, le mouvement politique, mais avec le « simple » associationnisme ouvrier de défense économique, ne sera pas un résultat immédiat de la combativité ouvrière, de l'éclosion de mouvements de grèves plus ou moins importants. Il exige une très difficile recomposition d'une avant-garde de classe, qui assure la continuité de la défense des principes du syndicalisme de classe au cours des hauts et des bas, des flux et des reflux de la lutte revendicative. Evidemment, sur ce terrain, l'avant-garde communiste devra jouer un rôle primordial d'éducation, d'organisation et de mobilisation des ouvriers dans les luttes revendicatives. Dans ce sens, les expériences du Parti, aussi bien en Espagne qu'ailleurs, sont très importantes. L'associationnisme ouvrier de classe ne sera pas, bien sûr, le fruit de la seule action de l'avant-garde communiste ; mais celle-ci sera un facteur fondamental de cristallisation, d'accélération et de fécondation de ce processus, qui ne sera ni court ni facile, même là où, comme dans toute l'aire ibéro-américaine, la bourgeoisie et ses laquais ont relativement moins de cartes antiprolétariennes en mains.

Perles maoïstes

Décidément les poubelles maoïstes ne cessent de se remplir. C'est au tour de « Drapeau Rouge » de verser sa modeste contribution d'ordures dans cette décharge contre-révolutionnaire. C'est ainsi qu'on peut lire dans le n° 72 de Drapeau Rouge (janvier 80) qu'il est apparu une « alternative (aux vieux partis) neuve et nette : une force révolutionnaire anti-totalitaire ». Et où donc ? « Les prémisses de l'émergence de cette force apparaissent (...) dans la bonne tenue de la CFDT aux élections prud'homales (et) dans le succès d'estime de Michel Rocard dans l'opinion ». « Malheureusement Rocard lui aussi, comme Maire, agit UN PEU en réformiste ».

Rocard futur candidat révolutionnaire anti-totalitaire ? On sait déjà qu'il pourra compter le cas échéant sur un bon service d'ordre.

Quant au PCML, qui s'appuie sur une solide tradition de social-patriotisme hystérique, il donne une nouvelle preuve de sa farouche volonté de défense de la patrie impérialiste et du sol national.

Dans une série intitulée « A quoi sert l'armée ? » (H.R. n° 62, 63, 64), rendant hommage à la bourgeoisie française pour avoir su prendre des « mesures favorables à la défense », il affirme : « La force nucléaire existe et est modestement (!) renforcée, des équipements favorables à la défense du pays sont commandés ». Et d'applaudir : « Le maintien et le renforcement de la force de frappe peuvent contribuer à assurer la sécurité du pays et c'est bien pourquoi nous ne nous y opposons pas ». Pour le PCML la défense de la patrie nécessite deux choses : l'existence de la bombe et surtout la volonté de s'en servir. Mais doutant de cette volonté malgré les déclarations de Giscard, le PCML préfère s'appuyer sur une véritable mobilisation populaire, « seule capable de garantir à notre pays sa liberté ».

On ne saurait définir plus clairement le rôle que nos social-chauvins s'assignent dans la préparation de la future guerre impérialiste.

Réunion générale du Parti

L'évolution des syndicats en Allemagne (1)

Après avoir abordé le bilan du mouvement anti-colonial (voir *Le Prolétaire* n° 301) la dernière réunion générale du parti a analysé l'évolution des syndicats en Allemagne et en Italie. Nous faisons ici le résumé de la première partie du rapport sur l'Allemagne en laissant de côté des appréciations politiques plus générales, dont certaines ressortent d'elles-mêmes de la description des faits.



Surtout en ce qui concerne l'Allemagne, il apparaît clairement que le processus d'intégration du syndicat moderne dans l'économie et dans le système politique dominants (processus dans lequel le syndicalisme démocratique et le syndicalisme fasciste apparaissent comme deux éléments se reproduisant dialectiquement), n'est pas du tout récent : il plonge ses racines dans l'époque même de la formation des syndicats et des courants politiques liés à la lutte prolétarienne et est destiné à subir toutes les influences de l'évolution des situations successives. Il est clair que tant que le syndicat n'est pas un organe obligatoire dépendant directement de l'Etat, le problème de la manière dont le parti révolutionnaire devra intervenir pour entrer en contact avec les masses organisées au sein du syndicat et leur donner des indications et des objectifs immédiats restera toujours ouvert. On verra comment, bien que le rôle collaborationniste et anti-prolétarien du syndicat s'accroisse, les travailleurs y affluent en masse dans des circonstances déterminées : il incombe à l'avant-garde politique de savoir fournir les justes indications pour les mobiliser sur le terrain de classe.

Avant 1914

La genèse des grandes organisations de classe à caractère économique est étroitement liée au processus de formation du parti politique, et en général à la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ainsi, en Allemagne, après la défaite de 1848, les secousses profondes des années 60 remettent à l'ordre du jour la tentative de la part des représentants politiques du prolétariat de constituer des organisations syndicales. Et la riposte de la bourgeoisie ne se fait pas attendre : prenant modèle sur les Trade-Unions anglais, elle organise, par l'intermédiaire du Parti Progressiste, des syndicats fondés sur le principe de l'harmonie entre les classes, de l'égalité entre partenaires sociaux et de l'institution de tribunaux d'arbitrage pour les conflits du travail dans le but de contrer l'initiative des social-démocrates.

La seconde vague de formation de syndicats en tant qu'organisations larges et stables pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs plonge ses racines dans la lutte contre les lois anti-socialistes et anti-grève de Bismarck. Mais déjà dans le cours de cette lutte, l'attitude de l'Etat bourgeois n'est plus seulement répressive et vise à introduire, comme dit Bismarck, des mesures d'amélioration de la situation ouvrière (assurances sociales), susceptibles de couper l'herbe sous le pied de la social-démocratie révolutionnaire. C'est pourquoi, après la suppression de la législation anti-socialiste, les obstacles que les syndicalistes doivent affronter ne sont pas seulement ceux qui, comme le localisme et l'autonomie, proviennent de l'histoire antérieure, mais les tendances à la collaboration de classes représentées tant par les syndicats « jaunes » (Hirsch-Dunker) que par les syndicats « blancs », c'est-à-dire chrétiens, qui naissent en 1894 en se proposant l'« amélioration morale et matérielle » du sort des travailleurs sur la base d'accords pacifiques avec le patronat, et en revendiquant l'élévation culturelle du prolétariat comme moyen de l'insérer dans le cadre national. Il est clair que toutes ces formes de syndicalisme anti-socialiste annoncent le syndicalisme moderne, collaborationniste et « tricolore ».

Dans le cadre du développement « pacifique » propre à la fin du XIX^e siècle, et fondé sur l'expansion impérialiste du capitalisme, le mouvement politique de la classe ouvrière se trouve toujours plus réduit à la simple « lutte quotidienne », à un reflet politique immédiat de la lutte syndicale ; celle-ci de son côté, prend de plus en plus l'aspect d'une lutte corporative, orientée dans le sens d'un compromis entre les couches supérieures de la classe et la bourgeoisie, au lieu d'aller dans celui de l'élargissement du front de combat à tout le prolétariat.

Dans la social-démocratie allemande se manifeste une forte opposition polémique entre les représentants de cette tendance opportuniste et l'aile révolutionnaire, incarnée au premier chef par Rosa Luxemburg, qui dénonce cette position capitulante en montrant la nécessité d'entraîner les grandes masses dans les mouvements sociaux, condition sine qua non du développement sur des bases de classe du mouvement revendicatif contre la collaboration syndicale et parlementaire. Dans la réponse de la droite

social-démocrate à la vigoureuse contre-offensive de la « gauche » se trouve déjà implicitement la justification de sa capitulation ultérieure face à la bourgeoisie et à la guerre impérialiste : mobiliser les masses est dangereux, cela signifie donner des prétextes à la répression ; continuons dans la voie des améliorations immédiates sur le plan économique et politique (qu'on n'oublie pas qu'à l'époque la masse non syndicalisée restait exclue des avantages obtenus par les organisations syndicales).

Les méfaits de la collaboration après la première guerre mondiale

La guerre se charge de clarifier le caractère et de la social-démocratie et de l'organisation syndicale. D'une part le réformisme doit soutenir la guerre, la victoire impérialiste étant — dans l'optique du réformisme — la condition sine qua non pour maintenir et améliorer la situation des couches ouvrières qu'il représente. D'autre part, il ne peut que capituler face à la bourgeoisie pour éviter que ses imposables organisations ne soient démantelées. La bourgeoisie, pour sa part, comprend très bien le problème, voit l'utilité d'avoir une classe ouvrière organisée, se déclare « fière » de pouvoir s'appuyer sur cette organisation pour les « activités auxiliaires » indispensables à la conduite de la guerre. La réponse du syndicat apparaît clairement dans cette citation de la *Correspondenzblatt* de 1916 :

« La politique du 4 août [c'est-à-dire l'appui à la guerre] correspond aux intérêts vitaux du syndicat. Elle garantit contre les invasions ennemies ; elle protège contre le démantèlement du territoire national et contre la destruction des secteurs florissants de l'industrie en Allemagne, contre le malheur d'une défaite et des réparations de guerre. Cette politique garantit nos territoires industriels et nos sources de matières premières, l'importation des matières premières nécessaires à notre production et le marché extérieur pour nos produits ».

En réaction à cette politique du syndicat et à son rôle d'organisateur du travail et de la collaboration aux fins de l'effort de guerre, naissent des organismes clandestins, les « revolutionäre Obleute », auxquels les Spartakistes fournissent un réseau sur tout le territoire et dont la lutte au sein du syndicat donnera naissance aux conseils ouvriers de l'immédiat après-guerre. Significativement, c'est au cours de la guerre que se réalise la complète collaboration entre les syndicats social-démocrates, chrétiens et bourgeois. A l'initiative du grand bourgeois « réactionnaire » Stinnes naît la « *Zentrale Arbeitsgemeinschaft* » (organe commun central de coopération), qui rassemble les syndicats et les associations patronales afin de se préparer à faire face à la situation de l'après-guerre, et qui dure pendant toute la période des années critiques, jusqu'en 1924.

Dans le tourbillon de l'après-guerre, la

pression des masses ne change pas le caractère collaborationniste du syndicat et de la social-démocratie, elle en accentue même la tendance. Voici ce que répond le syndicaliste Zwing aux appels des bourgeois :

« La classe ouvrière est une partie du système capitaliste. La décadence du capitalisme serait donc la décadence de la classe ouvrière. Il ne doit absolument pas y avoir une lutte à mort entre ces deux facteurs ».

La « *Zentrale Arbeitsgemeinschaft* » établit les points suivants : les syndicats seront reconnus comme les légitimes représentants des travailleurs (pour l'Etat ils le sont déjà depuis 1916), il n'y aura pas de restrictions au droit d'association, l'industrie cessera de financer les syndicats jaunes, les licenciements seront décidés de façon paritaire, des commissions d'arbitrage seront instituées, ainsi qu'une commission centrale paritaire pour la discussion de tous les problèmes économiques. Ainsi est préfigurée l'évolution du syndicat allemand dans le second après-guerre.

Mais en même temps que ces événements se produisent au « sommet », on assiste à un puissant phénomène : la masse ouvrière est poussée par sa situation matérielle à la lutte et à entrer dans les organisations contre-révolutionnaires elles-mêmes. Les chiffres matérialisant cet afflux sont impressionnants. En 1914 le syndicat compte 2 millions de membres, en 1916 960.000, en 1918 1.600.000, en 1919 5.500.000, et en 1920 environ 7.900.000.

Le PC allemand, tiraillé entre les deux tendances opposées de l'accord avec la social-démocratie et du gauchisme infantile, ne sait pas utiliser cette puissante poussée pour la canaliser sur le terrain classiste et révolutionnaire. La défaite politique de 1923 entraînera avec elle un processus de dissolution de l'organisation ouvrière et laissera la place pour une intégration ultérieure du syndicat à l'Etat. En 1924 le nombre des travailleurs syndicalisés tomba à 4.500.000.

A partir de 1925 s'impose au capitalisme allemand un vaste programme de restructurations et de modernisation industrielles, programme que les syndicats appuient ouvertement et qui provoque un accroissement constant de l'armée des chômeurs, avec un abaissement progressif du niveau des salaires (en 1924 ceux-ci sont au niveau de 1913 ; en 1930 ils baissent de 18 %). En 1929 le nombre de chômeurs atteint presque 3 millions (en 1932 il y en aura 7 millions, 1/3 environ de la force de travail).

Dans cette situation, le syndicat fait tout pour que les grèves soient évitées et remplacées par des arbitrages globaux de la part de l'Etat. Il est donc contraint à lutter contre tous ceux qui s'opposent à cette tendance, en commençant la chasse aux « rouges » et en interdisant d'introduire des « organisations dans l'organisation » (par exemple, le syndicat des métallurgistes de Berlin déclare que le plus important est d'expulser les « rouges » même si cela devait réduire de moitié le nombre des syndiqués).

La théorie du moment est qu'ayant obtenu

ce bonheur qu'est la démocratie politique, il s'agit de conquérir aussi la « *démocratie économique* », c'est-à-dire le « *capitalisme organisé* », planifié, sans concurrence ni entre capitalistes, ni entre ouvriers, fondé sur les conventions collectives et avec des allocations de chômage (introduites en 1927 et réduites à néant deux années plus tard par la crise). Cette collaboration permet au syndicat d'être toujours présent politiquement dans l'Etat : depuis 1925, un de ses représentants accompagne les délégations qui se rendent à l'étranger pour des accords commerciaux.

La politique syndicale découvre alors l'importance de la production. Les alarimés sont critiqués (comme c'est l'habitude aujourd'hui) parce qu'ils ne font pas bien leur métier, ne savent pas investir, en particulier ne savent pas restructurer. Le congrès de 1925 affirme :

« Le vieux mouvement syndical se fondait totalement sur l'opposition entre travailleurs et chefs d'entreprise. Aujourd'hui le cercle des syndicalistes qui comprennent l'importance de la politique de la production pour toute la situation de la classe travailleuse en Allemagne s'accroît nettement [...] ; les nouvelles recherches sur le procès de travail, les analyses sur le système Taylor, les tendances à la standardisation de la production, les observations [...] sur les moments adéquats pour l'interruption du travail, etc., tout cela et d'autres méthodes pour augmenter la production doivent être discutés à fond et objectivement dans les congrès syndicaux. Il est temps que les syndicats deviennent des facteurs décisifs de la croissance de l'économie, en lui donnant une impulsion consciente ».

Ou bien :

« L'esprit socialiste de la production doit être introductif dans les entreprises capitalistes, que nous devons considérer comme si nous étions dès maintenant appelés à les diriger ».

L'ambition du réformisme est de diriger... le capitalisme.

Pas étonnant si l'on anticipe sur une autre des découvertes qui passent pour récentes : le syndicat qui fait des recherches de marché, qui étudie de nouvelles méthodes de vente et de publicité, etc., et qui en arrive, préfigurant le nazisme, à élever des hymnes à la « joie du travail » :

« La joie du travail est un ensemble de sensations joyeuses, la satisfaction des aspirations instinctives qui produisent du plaisir dans le cours du travail, et, partiellement, à travers le travail ».

Mais les aspirations politiques de la social-démocratie et de son appareil syndical s'écroulent face à des obstacles objectifs : la crise a creusé leur tombe, en les privant de la base sur laquelle s'appuyait leur politique, les subsides américains. Il ne reste plus à la bourgeoisie allemande qu'à se fier à la reprise de sa politique impérialiste et de la préparation de la nouvelle guerre mondiale.

(à suivre)

Presse internationale du Parti

Proletarier

Le n° 6 de *Proletarier* qui a paru en décembre est sorti pour la deuxième fois cette année sur 8 pages, ce qui montre, fût-ce à une petite échelle, une ouverture pour nos possibilités de travail en Allemagne.

Les quatre pages intérieures sont entièrement consacrées aux « *Tâches du journal communiste* » qui reprend un article paru dans le *Prolétaire*. A l'aide de larges citations de Lénine et de notre littérature de parti il rappelle quelle est la fonction vitale du journal comme organe de la lutte politique, organisateur collectif et instrument pour élever le niveau de conscience de la classe ouvrière.

Outre l'éditorial « *A l'ère des guerres et des révolutions qui s'annoncent — Pour la victoire du communisme révolutionnaire* », le journal contient des articles sur « *La fièvre de l'or : symptôme de la gangrène capitaliste* » à propos des crises monétaires, et sur les syndicats allemands (« *La voie qui a conduit à l'intégration du DGB dans l'Etat bourgeois* »), qui est un résumé du rapport de la dernière RC, un bref commentaire sur la situation en Iran « *Qui est l'otage de qui ?* » et sur le « *socialisme* » à Cuba et en RDA, le compte rendu et le bilan de la longue grève des dockers de Rotterdam, un article sur l'effondrement définitif des groupes de « gauche » en Allemagne, confirmé par leur attitude devant les élections de 1980, de larges extraits d'un tract diffusé à l'occasion des licenciements massifs à Telefunken et dans d'autres usines, qui montre que l'offensive du capital contre la classe ouvrière avance partout à grands pas et que l'insertion des syndicats dans les « *postes-clés* » — cogestion dans les entrepri-

ses, représentation au gouvernement, au parlement et dans les différentes administrations — non seulement n'empêche pas le chômage, la baisse des salaires, l'aggravation des conditions de vie et de travail dans les usines mais lie le sort des travailleurs à celui de l'entreprise et de l'économie nationale, empêchant ainsi une lutte de défense réelle et efficace.

Le tract montre aux prolétaires que demander de « sauver l'usine » et réclamer des subventions pour la défense de l'emploi, cela signifie en réalité maintenir la division et la désorganisation des travailleurs pour que puissent avoir lieu les licenciements prévus

Notre presse au cours de l'année 1979

Au cours de l'année 1979 le *Prolétaire* est sorti régulièrement avec 23 numéros dont 6 numéros à 8 pages et 2 numéros avec un supplément de 2 pages sur l'immigration. Nous avons aussi réédité *En défense de la continuité du programme communiste* ainsi que la brochure *La question féminine*. Mais c'est notre presse internationale qui a connu la plus grande impulsion.

Notre journal en italien, *Il Programma Comunista*, est sorti avec 24 numéros à 6 pages. Nous avons également publié, en Italie, une série de brochures sur des questions importantes comme l'Iran, le travail au noir, « Pour la constitution d'une véritable opposition de classe dans les luttes prolétariennes immédiates », et la feuille du groupe communiste d'usine de l'Olivetti, *Spartaco*.

Deux nouveaux périodiques, *El Proletario* pour l'Amérique Latine et *El Oumami* pour le Maghreb, qui avaient déjà commencé à paraître fin 78 sont sortis régulièrement tous

par les plans de « restructuration », pour lesquels sont accordées précisément les subventions. Il termine en rappelant les indications que le Parti donne aux prolétaires pour reprendre la lutte pour la défense de leurs intérêts de classe : « *Tisser des liens de solidarité de lutte notamment à la base du syndicat et avec des ouvriers d'autres usines ; se battre au moyen de la grève préavis et sans limitation préalable de durée pour des revendications de classe comme : Aucun licenciement ! Semaine de 35 h, tout de suite, et à salaire égal ! Salaire intégral aux chômeurs ! Unité de lutte entre travailleurs allemands et immigrés !* »

les deux mois. Le journal en allemand *Proletarier* a désormais une périodicité régulière et paraît également tous les deux mois.

Nos revues théoriques en français, en espagnol et en allemand sont sorties comme prévu. Nous avons publié également le n° 5 de la revue en langue anglaise, ainsi que le n° 2 du périodique en langue grecque. Les suppléments belge et suisse du *Prolétaire* ont aussi paru régulièrement.

L'effort de diffusion de notre presse à l'échelle internationale a donc été important cette année encore et il a été rendu possible aussi grâce à la contribution que nous ont apportée nos abonnés et nos lecteurs, soit en s'abonnant soit en donnant des souscriptions, soit en diffusant notre presse.

Par ailleurs les frais d'impression augmentent et nous sommes obligés de porter le prix du *Prolétaire* à 2,50 F et d'augmenter en conséquence les abonnements. Les nouveaux tarifs seront publiés dans le prochain journal.

La grève de... la grève ?

Dans le Bulletin n° 22 du groupe PTT du parti, nous abordons la question des « journées d'action » lancées par l'opportunisme et de la réponse à leur donner :

« A l'occasion de la dernière grève « nationale » de 24 h des centres de tri, le 28 novembre, certaines sections syndicales influencées par les militants d'extrême gauche (LCR, PCR...) ont appelé les travailleurs à ne pas débrayer, bref à faire la grève... de la grève.

Certes, nous comprenons que beaucoup de travailleurs soient écœurés par ces journées d'action-bidon à répétition, sans efficacité réelle, par lesquelles les fédérations syndicales tentent de nous diviser, de nous essouffler et de nous démobiliser, et de prouver que la grève est inutile. Mais nous sommes en désaccord avec la tactique d'appel au boycott.

Un boycott de ces grèves-bidon peut se comprendre s'il existe déjà parmi les travailleurs une mobilisation et une organisation centralisée et collective suffisante pour envisager une riposte de plus vaste ampleur.

Mais le problème, aujourd'hui, c'est précisément que les travailleurs créent les conditions d'une telle lutte plus générale, qui englobe toutes les catégories et dépasse les limites locales.

La méthode que nous préconisons pour ces « grèves » de 24 h est donc, d'une part, de dénoncer fermement les objectifs et la tactique des fédérations qui divisent et écœurent les travailleurs. D'autre part, nous appelons les travailleurs à utiliser ces « grèves » de 24 h pour leur donner un sens radicalement opposé à l'orientation des dirigeants réformistes, pour en faire de réelles journées de mobilisation et de préparation d'une lutte directe et collective : par exemple en organisant des AG regroupant l'ensemble des services et des brigades, en organisant des liens directs entre les différents centres et bureaux par l'échange de délégations. Une telle méthode répond à la nécessité pour les travailleurs de saisir toutes les occasions de rompre, pour s'organiser, avec les positions et directions pratiques des fédés syndicales.

C'est la seule alternative positive que l'on

peut opposer au sabotage réformiste de la combativité ouvrière.

Les militants d'extrême gauche qui appellent au boycott de ces grèves de 24 h prétendent ainsi pousser les fédérations à organiser une riposte générale.

Nous pensons d'une part qu'il est illusoire d'espérer « pousser » les fédés dans une voie (la grève générale) où elles refusent résolument de s'engager, et que même si elles l'organisaient avec leur orientation, les travailleurs n'en tireraient aucun avantage.

D'autre part, boycotter ces « grèves », c'est apporter de l'eau au moulin des bureaucrates syndicaux, qui prennent justement prétexte du faible nombre de grévistes, de la démobilisation qu'ils créent ainsi, pour justifier leur refus de préparer une riposte plus frontale et collective aux attaques bourgeoises.

Les organisations et militants qui appellent à pousser les fédés en faisant « la grève de la grève » s'opposent dans les faits à ce que les travailleurs prennent de façon indépendante la responsabilité de la préparation et de l'organisation de leurs luttes. »

L'impérialisme russe en Afghanistan

(suite de la page 1)

le passage entre la Mer Rouge, et donc le canal de Suez, et l'Océan Indien. Cet Océan est actuellement le théâtre d'une bataille que se livrent les différents impérialismes pour s'y ménager des bases militaires. Si les Russes sont à Aden, les Américains sont à Diego Garcia, les Britanniques à Oman, les Français à Mayotte et à la Réunion, etc.

L'Afghanistan a donc pour les Russes une double importance stratégique : d'une part il leur permet de se rapprocher des mers chaudes, d'autre part il les rapproche des voies du ravitaillement occidental en pétrole. Mais il est probable que les Russes ne se contentent pas de cela : ils doivent aussi lorgner du côté du précieux liquide. Et même si l'Afghanistan ne possédait pas les importantes réserves de pétrole que certains lui attribuent, il n'est pas indifférent pour les Russes de se rapprocher de la source principale du pétrole, le Moyen-Orient, surtout s'il est vrai que l'URSS, actuellement premier producteur mondial, devra importer à son tour du pétrole à partir de 1985 (au moins 3 millions de barils par jour). Le « coup de Kaboul », comme l'appellent les partisans de l'impérialisme américain, constitue sans doute aussi un épisode de la guerre des matières premières que se livrent à travers le

monde les différents impérialismes.

Cette nouvelle manœuvre de l'impérialisme russe doit être vue aussi dans le cadre plus large des préparatifs du futur conflit mondial. En plaçant un pion stratégiquement important près du sous-continent indien, à mi-chemin entre, d'une part, l'Afrique et le Moyen-Orient, où ses adversaires occidentaux ont la suprématie et, d'autre part, l'Asie du Sud-Est où se trouve son autre rivale, la Chine, la Russie prolonge son glacis européen et se renforce en Asie centrale.

Mais les Russes ont aussi une autre raison d'intervenir en Afghanistan. Tout le Moyen-Orient est secoué par une crise sociale et politique dont l'épicentre est en Iran, mais qui a des ramifications dans les pays voisins. La crise iranienne a provoqué une instabilité dans toute la région qui va de La Mecque à Islamabad. Avec la chute du Chah, la pièce maîtresse du dispositif de maintien de l'ordre dans la région s'est effondrée. Or, comme l'ont montré les réactions à l'affaire des otages, l'hostilité à l'égard de l'impérialisme américain est telle dans tout le Moyen-Orient (et même au-delà : la révolte a grondé aussi à Alger et à Manille) que les Américains ne peuvent rétablir l'ordre par eux-mêmes sans provoquer une explosion formidable dans toute la région. Les Américains n'ont certainement pas vu d'un bon œil

les Russes s'installer à Kaboul (surtout que les Russes ont joué leur carte en profitant des difficultés que connaissent les Américains) mais ils ne sont sans doute pas mécontents que les Russes s'efforcent, en essayant de mater la rébellion afghane, d'endiguer aussi la révolte sociale qui risque de déborder d'Iran vers l'est par le canal des liens religieux et ethniques qui unissent l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan (Baloutches dans les trois pays, Pachtouns en Afghanistan et au Pakistan, etc.), sans compter le fait que la contagion pourrait gagner aussi les républiques musulmanes russes d'Asie centrale. Il y a à l'est de l'Iran un risque d'éclatement similaire à celui qui existe à l'ouest du pays, en Azerbaïdjan et au Kurdistan, et qu'il faut enrayer.

Si elle illustre une fois encore l'antagonisme des deux superpuissances et dénote une nouvelle aggravation de la situation de crise à l'échelle mondiale et un pas de plus vers la guerre, l'intervention en Afghanistan dévoile en même temps encore un peu plus le caractère impérialiste de l'Etat russe. L'aggravation de la situation mondiale doit nous inciter à renforcer le travail de préparation révolutionnaire du prolétariat en dénonçant à la fois la fausse croisade des « droits de l'homme » et la fausse croisade « anti-impérialiste ».

Réunions publiques

● A BORDEAUX

Vendredi 18 janvier à 20 h 30, Amphithéâtre Leroux, ancienne Faculté, cours Pasteur

Réforme ou révolution

● A GRENOBLE

Samedi 26 janvier à 20 h 30, Salle Millet, 11, rue Millet

Ce que nous pouvons revendiquer de Trotsky

● A PARIS

Samedi 2 février à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro : Porte de Choisy)

Solidarité de classe contre l'offensive anti-immigrés :

Pour une riposte prolétarienne à l'attaque capitaliste

« Rouge » : Union sans action pour les élections

Alors que la bourgeoisie lance des attaques d'envergure contre les conditions de vie des travailleurs et prépare les futurs affrontements armés internationaux, et que l'opportunisme politique et syndical trahit les exigences prolétariennes les plus élémentaires, la LCR prépare... les prochaines élections. « Nous sommes pour un front uni dans l'action de toutes les organisations ouvrières syndicales et politiques, dans l'indépendance complète envers la bourgeoisie. Les élections ne sont qu'un aspect et un aspect certes important de cette lutte », écrit Rouge du 28-12-79. Mais cette importance est si grande que Rouge oublie de préciser — et pour cause ! — de quelle action et de quelle lutte il s'agit, pour quels objectifs de classe et avec quelles méthodes de classe. Le seul point qui soit précisé avec force détails, c'est la

stratégie pour les futures élections et les conditions « pour un pacte de désistement inconditionnel » en vue d'appliquer « la vieille formule traditionnelle du mouvement ouvrier : au premier tour on se compte, au second on élimine. Nous ajouterons — c'est Rouge qui parle... — nous éliminerons les bourgeois... Voilà le PC et le PS dûment prévenus, et aussi les travailleurs.

Cette déclaration n'est pas même adressée au PC et au PS, mais à une « centaine de personnalités de gauche, universitaires pour la plupart » qui, comme chacun sait, ne comptent pour rien dans la lutte politique et qui ont lancé un « appel pour l'union dans les luttes » qui est devenu dans Rouge un « appel pour l'action dans les luttes ». Quelle confiance peut-on avoir en de pareils menteurs !

Combativité ouvrière en Grande-Bretagne

(suite de la page 1)

qu'ils souhaitent. On peut leur faire confiance pour mener cette lutte dans les plus mauvaises conditions, et sur des objectifs sans rapport avec les besoins ouvriers réels. Ils ont engagé la grève au moment où, de l'avis général, les stocks donnent aux industriels au moins un mois de tranquillité, et ils ont promis de la mener sans piquets de grève, dans le respect de la légalité (promesse que la base a heureusement commencé à transgresser...). Ils demandaient une augmentation de salaire tout juste égale à l'augmentation du coût de la vie et si, devant la tension croissante, ils suggéraient au gouvernement de lâcher 10 % de plus, c'était... comme avance sur une croissance future de la productivité !

A son avènement, Mrs Thatcher dénonçait les syndicats comme l'ennemi à abattre. Même le plus borné des conservateurs n'est sans doute pas assez bête pour trembler réellement devant ce réservoir de lords et de ministres qu'est la direction des TUC ! Le véritable danger pour la bourgeoisie britannique, c'est que la classe ouvrière, dépourvue peu à peu de tous ses anciens privilèges, réponde à la pression de la crise internationale autrement que par des sursauts de révolte sans lendemain : par un effort d'organisation qui échappe à la fois aux syndicats traîtres et à la fausse gauche sans perspectives des shop stewards, effort qui demande aussi la renaissance du parti de classe, capable de relier ces poussées de lutte et de leur donner une orientation.

Vient de paraître

programme communiste

n° 81

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste (2)
- L'Afrique, proie de l'impérialisme :
- 4. La mainmise sur les matières premières
- Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites du démocratisme
- Marcuse, prophète du bon vieux temps.

N° 8 (décembre 1979)

SUPPLEMENT BELGE du PROLETAIRE

Au sommaire :

En français :

Contre la classe ouvrière, le capitalisme est nécessairement agressif.

A quoi sert le PSB ?

A nouveau des luttes dans l'immigration.

Les leçons de la grève 60-61 (2).

Bilan des grèves aux Pays-Bas.

Quelques notes.

L'unique voie de l'émancipation prolétarienne.

En néerlandais :

Parti et classe.

Parti et action de classe.

Bilan des grèves aux Pays-Bas.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 14 janvier, 11 février, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Coeq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 19 janvier, 2 et 16 février, etc.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 20 janvier, 3 et 17 février, etc.

● A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 20 janvier, 3 et 17 février, etc.

● Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 janvier, 3 et 17 février, etc.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 20 janvier, 3 et 17 février.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 3 février et 2 mars, etc.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 12 et 26 janvier, 9 et 23 février, etc.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 janvier, 17 février, 16 mars, etc.

● A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 13 et 27 janvier, etc.

● A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 13 et 27 janvier, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926